

DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 19 OCTOBRE 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 21 octobre 2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 15 octobre 2015.

Présents : Le Maire, Alain LORIGUET, Mme Marie ADAM-NORMAND, M. Loïc ALLAIN, M. Christian BLUTEAU, Mme Brigitte BONET, M. Damien COUVAL, Mme Cécile GIGNET, Mme Sophie HACQUARD, Mme Laurence GUIBRET, M. Thibaut HEQUETTE, Mme Sylvie JEANNERET, Mme Maria MORGADINHO, Mme Marie-Pierre PETITOT, M. Philippe THIBERT, M. Denis TROUTIER, Mme Geneviève TRUCHETET, M. Claude VALZER, M. Claude VERNEREY, M. Nicolas VERNIER.

Absents excusés : Mme GAUTHIER (pouvoir à M. Claude VALZER)
M. Bernard BARTHOD (pouvoir à M. Philippe THIBERT)
M. Jean-Claude GILLIARD (pouvoir à Mme Sylvie JEANNERET)

Absent :

Madame Marie-Pierre PETITOT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

Affaires Générales

- ⌘ 15.67 Composition du conseil communautaire du Grand Besançon
- ⌘ 15.68 Proposition de modification des statuts du SYTTEAU

Domaine des Finances

- ⌘ 15.69 Création d'un budget supplémentaire
- ⌘ 15.70 Projet MARPA –demande d'agrément PLS (Prêt Locatif Social)

Domaine de l'Urbanisme – Travaux – Environnement

- ⌘ 15.71 Projet MARPA – Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
- ⌘ 15.72 Redevance d'assainissement : obligation de raccordement au réseau de collecte des "eaux usées"
- ⌘ 15.73 Affouage

Domaine Social

- ⌘ 15.74 Syndicat d'Étude de l'Est Bisontin – élection de nouveaux délégués

15-67 Composition du conseil communautaire du Grand Besançon

Monsieur le Maire expose que, conformément à la loi n°2015-264 du 9 mars 2015, en cas de renouvellement intégral ou partiel du conseil municipal d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale, dont la répartition des sièges de l'organe délibérant a été établie par accord avant le 20 juin 2014, il est procédé à une nouvelle détermination du nombre et de la répartition des sièges de conseiller communautaire, dans un délai de deux mois à compter de l'évènement rendant nécessaire le renouvellement du conseil municipal.

A la suite de plusieurs démissions successives de conseillers municipaux, ainsi que celle du Maire de Franois, de nouvelles élections seront organisées les 8 et 15 novembre prochain, et la composition et la répartition du conseil communautaire du Grand Besançon devront être redéfinies

C'est l'objet de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 portant modification de la composition du conseil de la communauté d'agglomération du Grand Besançon. Le nombre total de sièges est désormais fixé à 112 et la commune de THISE dispose d'un conseiller communautaire, ainsi que d'un conseiller communautaire suppléant.

Les dispositions de l'article L 5211-6-2 1° modifiées du CGCT prévoient que si le nombre de sièges attribué à la commune est inférieur au nombre de conseillers communautaires élus à l'occasion du précédent renouvellement général du conseil communautaire, les membres du nouvel organe délibérant sont élus par le conseil municipal parmi les conseillers communautaires sortants au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation à la plus forte moyenne.

En conséquence, Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à procéder à ces désignations.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, désigne Monsieur Alain LORIGUET en tant que conseiller communautaire titulaire représentant de la commune au sein de l'organe délibérant de la CAGB et Monsieur Philippe THIBERT en tant que conseiller communautaire suppléant.

Le Conseil Municipal, à 21 voix pour et 2 contre, souhaite toutefois faire part de son désaccord quant à l'application immédiate de la loi du 9 mars 2015, sans attendre le renouvellement des conseils municipaux lors des prochaines élections de 2020.

En effet, alors que les habitants des 24 communes membres de plus de 1000 habitants ont élu, les 9 et 16 mars 2014, des représentants à la CAGB au scrutin de liste, cette modification par arrêté préfectoral de la composition du conseil communautaire porte gravement atteinte à la démocratie locale.

15-68 Proposition de modification des statuts du SYTTEAU

Par délibération n°30/2015 en date du 07 septembre 2015, le Comité Syndical SYTTEAU s'est prononcé favorablement pour l'adhésion de la commune de MORRE ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012, il convient de modifier les statuts du SYTTEAU suite à la demande d'adhésion de la commune de MORRE ;

Vu les délibérations n°07/2015 du 09 mars 2015 "Raccordement de la commune de MORRE" et n°20/2015 du 22 juillet 2015 "Convention avec la commune de MORRE" ;

Les modifications concernant la rédaction des statuts sont les suivantes :
(cf pièces-jointes : Arrêté 2012 060-0010 + modification des statuts)

- Modification de l'article 1 : Dénomination et composition

Le syndicat mixte pour l'étude de l'assainissement de la vallée du Doubs est constitué des communes de Chalèze, Chalezeule, Deluz, Laissey, Morre, Novillars, Roulans, Roche lez Beaupré, Thise, Vaire le Petit, le syndicat BTC (Besançon, Thise, Chalezeule), et prend la dénomination de syndicat mixte de transport et de traitement des eaux usées (SYTTEAU).

- Modification de l'article 14 : Financement du syndicat pour les investissements, le fonctionnement courant du syndicat, l'exploitation et le traitement des effluents sur la station de Besançon.

L'article 14 est modifié comme suit :

Le financement du syndicat mixte est assuré par les contributions des collectivités membres. La répartition des charges entre les collectivités membres se fera selon les critères suivants :

Les charges d'investissement, de fonctionnement courant du syndicat, d'exploitation et de traitement jusqu'à fin 2012 seront calculées sur la base de 1 euro du m3 hors taxe entrant dans le réseau du SYTTEAU. Le volume pris en compte sera le volume d'eau consommé n-1. Le prix de 1 euro hors taxe est de valeur janvier 2010.

À partir de janvier 2013 le volume général pris en compte sera le volume relevé sur le compteur général dans le dernier poste situé Faubourg Rivotte. Ce comptage servira à la ville de Besançon pour la facturation du traitement.

Afin d'être au plus proche de la réalité, un comptage est mis en place à l'entrée de chaque commune.

La contribution financière des communes membres du SYTTEAU sera calculée pour tout ou partie sur la base des volumes donnés par les compteurs de chaque commune. Elle pourra être revue chaque année sur la base de tout autre mode de calcul par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions des articles L5212618 et suivants du code général des collectivités territoriales. Une formule de révision devra être appliquée.

- Modification de l'article 17 : Exécution du marché

La préfecture du Doubs, le président du syndicat mixte de transport et de traitement des eaux usées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- Aux maires des communes de CHALEZE, CHALEZEULE, DELUZ, LAISSEY, MORRE, NOVILLARS, ROULANS, ROCHE LEZ BEAUPRE, THISE, VAIRE LE PETIT.
- Au Président du syndicat BTC Besançon, Thise, Chalezeule).
- Au Trésorier payeur général du département du Doubs.
- Au Président de la chambre régionale des comptes.
- Au chef de poste de la trésorerie de Marchaux.

Et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

Ces modifications prendraient effet à compter du 01 janvier 2016.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- adopte les modifications des articles des statuts, proposées et votées par le Comité Syndical SYTTEAU lors de sa réunion du 07 septembre 2015 selon la nouvelle rédaction ci-annexée ;

- demande à Monsieur Le Préfet du DOUBS, de bien vouloir arrêter les nouveaux statuts du syndicat SYTTEAU.

Domaine des finances

15-69 Projet MARPA - Création d'un budget annexe

Le conseil municipal décide de créer un budget annexe intitulé «MARPA» (Maison d'accueil et résidence pour l'autonomie) régit par l'instruction budgétaire et comptable M14, à compter du 19 octobre 2015.

Ce budget sera assujéti à la TVA pour les travaux de création des locaux d'hébergement. Cet assujettissement permettra de récupérer la TVA à 20%. En contrepartie, la commune devra payer la TVA à taux réduit, à hauteur de 7 % sur les travaux et 20 % sur les prestations intellectuelles.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- valide cette proposition ;
- autorise le maire à signer tout document y afférent.

15-70 Projet MARPA - demande d'agrément PLS (Prêt Locatif Social)

Suite à la décision du conseil municipal de créer un budget annexe pour la construction et l'exploitation immobilière d'une MARPA, il convient de solliciter l'ensemble des financements nécessaires, dont un emprunt PLS (Prêt Locatif Social).

Celui-ci nécessite, pour son attribution, une autorisation d'agrément délivrée par la CAGB (Communauté d'Agglomération du Grand Besançon).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le recours au financement des travaux par emprunts ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-71 Projet MARPA – Assistance à Maitrise d'Ouvrage

Monsieur le maire informe le conseil municipal que, dans le cadre du projet de construction de MARPA (Maison d'accueil et résidence pour l'autonomie), il convient de sélectionner par appel d'offres un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide cette proposition.

15-72 Redevance d'assainissement : obligation de raccordement au réseau de collecte des eaux usées

Vu les articles L 1331-1 et suivants du code de la Santé Publique

Vu la délibération n°13-85 du 12 décembre 2013 relative à l'obligation de raccordement au réseau de collecte des eaux usées ;

Considérant qu'elle ne s'applique qu'aux propriétaires concernés par la mise en service de nouveaux réseaux ;

Considérant que, sur le territoire de la commune, plus de 200 logements, desservis de longue date en réseau séparatif, ne sont pas correctement branchés à ce réseau ;

Il est proposé au conseil municipal :

1. Pour les habitations desservies par un réseau nouvellement créé :

De modifier la délibération du 12 décembre 2013 par l'application de la procédure suivante :

- Les constructions desservies par un réseau de collecte des eaux usées spécifique sont soumises, en application du Code de la Santé Publique, à l'obligation de raccordement dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

- Dès la mise en service du réseau, le propriétaire (ou l'occupant), sera astreint au paiement de la redevance au service public d'assainissement au tarif en vigueur.
- Dans un délai de 1 an à compter de la mise en service du réseau public de collecte, si le branchement n'a pas été effectué, la taxe d'assainissement sera majorée de 100%. Cette pénalité sera basée sur la consommation réelle d'eau potable de l'abonné occupant l'immeuble et ne sera pas assujettie à la TVA.
- A l'issue du délai de 2 ans, si la preuve du raccordement n'a pas été fournie, la commune est en droit, après mise en demeure, de procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux de branchement.

2. Pour les habitations dont le branchement n'est pas conforme :

D'appliquer la procédure suivante à compter de l'envoi d'un courrier informant l'intéressé de la non-conformité de son branchement :

- fixer à 6 mois le délai accordé au propriétaire de l'immeuble afin de réaliser les travaux de mise en conformité. S'il est avéré que le propriétaire rencontre des difficultés techniques pour réaliser les travaux, le délai pourra être porté à 12 mois à titre exceptionnel ;
- appliquer au propriétaire de l'immeuble, si la non-conformité persiste au-delà du délai de 6 mois (où de 12 mois en cas de difficultés techniques avérées), la majoration de la taxe d'assainissement de 100% dans les mêmes conditions qu'exposé ci-dessus.
- A l'issue d'un délai de 2 ans, décide de procéder d'office, après mise en demeure et au frais du propriétaire, à l'ensemble des travaux indispensables, conformément à l'article L 1331-6 du Code de la santé publique.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition.

15-73 Affouage

Vu le code forestier, notamment les articles L 243 et suivants, Monsieur le Maire fait part de la nécessité de vendre le bois de chauffage communal au profit des Thisiens, dans le cadre de l'affouage.

Ce mode de fonctionnement nécessite la désignation de quatre garants et le vote d'une taxe d'affouage. Les informations paraîtront dans le prochain Flash Info Thisie, afin que les Thisiens intéressés puissent s'inscrire. Une seconde délibération interviendra afin de préciser toutes les modalités techniques.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- désigne Messieurs André VUILLEMIN, Roger POURCHET, Jean BEUQUE et Dominique BEY, garants de la commune ;
- décide de fixer le montant de la taxe d'affouage à 7 € le stère.

Domaine social

15-74 Syndicat d'Etude de l'Est Bisontin - élection de nouveaux délégués

Monsieur le Maire rappelle la délibération 14-26 du 8 avril 2014, dans laquelle le conseil municipal a désigné Messieurs Alain LORIGUET et Loïc ALLAIN aux fonctions de délégués titulaires, et Mesdames Cécile GIGNET et Sylvie JEANNERET aux fonctions de déléguées suppléantes :

Il informe le conseil municipal que, par courrier en date du 15 octobre, Madame Sylvie JEANNERET a fait part de son souhait de démissionner de ses fonctions de déléguée suppléante et a fait acte de candidature aux fonctions de déléguée titulaire.

Par courrier en date du même jour, Monsieur Alain LORIGUET a fait part de son souhait de démissionner de ses fonctions de délégué titulaire et a fait acte de candidature aux fonctions de délégué suppléant.

Il rappelle que les délégués sont élus par le conseil municipal parmi ses membres au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Monsieur le Maire propose donc au vote du conseil municipal ces deux candidatures :

- Madame Sylvie JEANNERET, déléguée titulaire du SEEB, est élue à l'unanimité;
- Monsieur Alain LORIGUET, délégué suppléant du SEEB, est élu à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé la séance du 19 octobre 2015 est levée à : 10h30.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 15-67	Composition du conseil communautaire du Grand Besançon unanimité
♦ Délibération	n° 15-68	Proposition de modification des statuts du SYTTEAU unanimité
♦ Délibération	n° 15-69	Création d'un budget supplémentaire unanimité
♦ Délibération	n° 15-70	Projet MARPA – demande d'agrément PLS (Prêt Locatif Social) unanimité
♦ Délibération	n° 15-71	Projet MARPA – Assistance à Maîtrise d'Ouvrage unanimité
♦ Délibération	n° 15-72	Redevance d'assainissement : obligation de raccordement au réseau de collecte des "Eaux Usées" unanimité
♦ Délibération	n° 15-73	Affouage unanimité
♦ Délibération	n° 15-74	Syndicat d'Étude de l'Est Bisontin – élection de nouveaux délégués unanimité

SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	
Bernard BARTHOD	XXXXXXXXXXXXXXXX	Christian BLUTEAU	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER	XXXXXXXXXXXXXXXX	Cécile GIGNET	
Jean-Claude GILLIARD	XXXXXXXXXXXXXXXX	Laurence GUIBRET	
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	
Claude VALZER		Claude VERNEREY	
Nicolas VERNIER			